

Le pouvoir tire sur tout ce qui bouge

Vingt-deux personnes, des militaires et des civiles, dont Saleh Ould Hanenna et Ould Mini, ont été déférées la semaine dernière à la chambre criminelle du tribunal de Rosso, puis transférées dans la prison garnison de Wad Naga. Le juge d'instruction auprès du tribunal de Rosso a été dessaisi de l'affaire auparavant (raison invoquée: congés), pour laquelle un autre juge d'instruction, dépendant, lui, du tribunal de Nouakchott, a été commis.

Vingt-deux accusés auxquels ont été joints trois chefs de l'opposition politique mauritanienne, Ould Daddah, Ould Haïdalla et Ould Horma, appelés et entendus d'abord comme témoins, puis rappelés et inculpés pour complicité avec les putschistes.

Tout ce monde a été entendu en quatre jours, un temps record pour une instruction aussi complexe que devait l'être une affaire où les éléments de preuves présentés par le parquet, essentiellement les aveux présumés de Ould Hanenna, ne

pèsent pas devant la présomption d'innocence dont doit profiter tout citoyen dans un Etat de droit.

D'autre part, les accusations de torture contre les prisonniers dans les salles 'd'exercices' de l'Ecole de police où ces derniers ont été entendus, accusations proférées par les avocats des détenus, leurs familles et les organisations de défense des droits de l'homme, chargent un pouvoir qui n'avait logiquement pas besoin de faire parler des accusés qui, pour l'essentiel, reconnaissent les faits, tous les faits pour lesquels ils devront être jugés. Mais il fallait boucler le dossier au plus vite, le rattacher à celui des putschistes avant la date du 21 novembre prochain déjà fixée pour leur procès.

Par ailleurs la police, "offensée" par les images de prisonniers cagoulés et en mauvaises postures diffusées sur Internet et par la chaîne Al Jazeera, réagit en arrêtant trois leaders de la mouvance islamique en Mauritanie: Ould Dedew, Ould Mohamed Moussa et Ould Mansour. Ils

sont accusés d'être proches politiquement des responsables de l'Observatoire mauritanien des droits de l'homme qui a diffusé les images proscrites. Encore des preuves qui ne doivent pas inculper des personnes qui ne sont pas directement impliquées dans le crime (s'il en est) pour lequel on les arrête.

Neutraliser, physiquement s'il le faut, tous les adversaires politiques semble être l'option choisie par un pouvoir qui n'a pas pu gérer sa victoire sur ses ennemis du moment, ni en profiter politiquement. Un pouvoir qui n'a pas encore compris, ou qui ne veut tout simplement pas admettre que la crise politique augmente d'envergure, avec la fuite en avant et la politique du fusil-mitrailleur tournant sur un terrain plat qu'il a adopté depuis la date tragique du huit juin 2003. L'absence de perspective, et il n'est jamais de trop de le répéter, ouvre la voie aux adeptes de la violence et à tous ceux qui pensent, et qui sont de plus en plus

Crise politique grande envergure

Le pouvoir tire sur tout ce qui bouge

écoutés, que le seul moyen de faire l'alternance dans ce pays passe par les armes.

La méthode du containment, à la mauritanienne, de toute contestation politique dans le pays, à travers le musellement systématique des opinions adverses et le verrouillage de toutes les perspectives de résolution de crise, nous ramène à une case départ qui avait grandement présidé à la naissance du huit juin 2003 et de ses suites marquées par l'installation

de la peur, de l'insécurité et de la traque permanente du complot. Des suites qui ne laissent pas voir la position de suprématie objective dont le pouvoir devait jouir après l'arrestation de ses ennemis principaux, face à une scène qui était presque en train de se pacifier d'elle-même, tous les partis politiques ayant appelé au dialogue et prôné leur disponibilité à préserver la paix civile. Certains parmi les plus intransigeants sont allés même jusqu'à franchir la difficile étape de reconnaissance de la légalité du pou-

voir, qui est sine qua none d'un quelconque dialogue avec lui.

Cette conduite suicidaire politiquement et qui ne mène nulle part en dehors du chaos qui nous menace structurellement, demande un véritable sursaut du système, ne serait-ce que pour sa propre survie et requiert des propositions de solution pragmatiques autres que celles que nos théoriciens de l'incohérence nous ont fournies jusqu'ici.

HINDOU MINT AÏNINA